

L'Adresse—M. Stanfield

réponse au discours du trône, mais pour ce qui est d'examiner tout cela de façon détaillée au cours d'une déclaration à l'appel des motions, je pense que nous devons en décider plus tard.

LE DISCOURS DU TRÔNE

SUITE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE

La Chambre reprend le débat, interrompu le mercredi 27 février, de la motion de M. Stollery: Qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général en réponse au discours qu'il a fait à l'ouverture de la session.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je tiens tout d'abord à unir mes hommages à ceux du député de Spadina (M. Stollery) et du représentant de Sherbrooke (M. Pelletier) à l'endroit de Son Excellence le Gouverneur général et de M^{me} Léger, et à leur présenter les meilleurs vœux des membres de mon parti.

Je tiens également à saluer le juge en chef de la Cour suprême du pays car s'il faut juger de la bonne fortune du pays d'après la compétence de ceux qui se consacrent au fonctionnarisme, je dois dire que le Canada est vraiment, sous ce rapport, le pays le mieux partagé qui soit.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: J'ose espérer, monsieur l'Orateur, que les ministériels ne se sentiront pas trop visés par cette observation.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Vous nous flattez.

M. Sharp: Allez, poursuivez dans la même veine.

[Français]

M. Stanfield: En ce début d'une nouvelle session, je voudrais vous saluer monsieur le président et vous assurer de notre loyale collaboration dans le bon fonctionnement des travaux de la Chambre. Vous avez devant vous une opposition officielle plus vigoureuse que jamais—d'autant plus que notre caucus québécois s'est accru depuis mardi de 50 p. 100—et surtout déterminée à exercer pleinement son rôle parlementaire non seulement sa fonction de critique du gouvernement, mais aussi son devoir d'être un gouvernement en puissance. Et le passé étant garant de l'avenir, nous comptons beaucoup sur votre justice et votre impartialité habituelle pour nous permettre d'accomplir notre tâche dans toute sa rigueur.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, vous me permettez, monsieur le président, de féliciter le motionnaire et le comotionnaire, les députés de Spadina et de Sherbrooke (MM. Stollery et Pelletier). Ils se sont acquittés avec brio d'une charge difficile, au point même que leurs interventions ont failli être plus significatives que le document principal lui-même.

[Traduction]

Monsieur l'Orateur, nous nous retrouvons ensemble aujourd'hui, à un moment où l'économie mondiale, la stabilité et l'essor économiques courent les plus grands dan-

[M. Turner (Ottawa-Carleton).]

gers par suite des restrictions que certains pays producteurs de pétrole ont imposées à l'exportation de ce produit, et par suite des problèmes énormes que les très fortes hausses du prix du pétrole brut ont fait naître en égard à la balance des paiements. Ce sont les pays consommateurs de pétrole qui sont aux prises avec ces problèmes.

Cela pose de graves problèmes non seulement au niveau mondial mais à notre pays. A moins de pouvoir trouver un moyen de permettre aux pays de poursuivre une politique de croissance raisonnable, grâce à des mesures collectives, les pays peuvent être forcés, l'un après l'autre, de réduire, de ralentir afin d'éviter une débâcle qui pourrait susciter des difficultés aux partenaires commerciaux et, par le fait même, troubler la situation économique au Canada et aboutir au pire à une crise économique mondiale.

● (1510)

C'est un grave problème pour les pays industrialisés, mais les pays en voie de développement sont menacés de catastrophe—ils doivent importer leur énergie. Ceci est mentionné dans le discours du trône et j'ai été heureux de le voir, mais je n'ai rien vu qui dénonce l'inquiétude que devrait susciter cette catastrophe imminente ou possible; je n'y ai pas trouvé non plus de proposition visant à résoudre les problèmes terribles qui se posent aux pays relativement pauvres qui doivent importer leur énergie ou aux pays industrialisés qui sont au bord du marasme.

Le problème que connaissent les pays industrialisés qui sont de gros importateurs d'énergie et les pays en voie de développement qui doivent compter sur des sources d'énergie extérieures constitue à mon avis le plus grand défi que le monde occidental ait connu depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en matière d'orientation.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: J'ai le regret de dire qu'il est difficile d'être certain que cette orientation existe aujourd'hui. Je ne m'attends pas à ce que le Canada apporte toutes les réponses ou qu'il prenne toutes les initiatives, mais nous nous trouvons dans une situation plutôt unique qui nous permet de donner le ton. Étant donné que des particuliers et des sociétés ont trouvé au Canada une quantité suffisante de pétrole pour nous rendre, pour l'instant du moins, relativement indépendants, en ce sens que nous exportons à peu près autant que nous importons, nous nous trouvons dans une situation qui nous permet d'être objectifs et de guider les autres dans ce domaine.

Je doute que nous fassions beaucoup plus que d'être satisfaits de nous-mêmes. J'aimerais voir et j'espère entendre sous peu ici des déclarations catégoriques de la part du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) et du ministre des Finances (M. Turner) quant aux mesures précises d'action collective que le Canada propose pour assurer la stabilité, voire l'amélioration constante du commerce entre les pays industrialisés et aux mesures précises que nous proposons pour solutionner les grands problèmes auxquels font face les pays en voie de développement qui doivent importer du pétrole à des prix grandement majorés. J'aurais plus confiance dans la contribution du Canada pour atténuer ces problèmes économiques si je pouvais détecter chez le gouvernement une meilleure compréhension de nos problèmes intérieurs et, avant tout, une vraie détermination à s'attaquer aux problèmes auxquels fait face notre propre pays.